Fiches Thématiques

Environnement international

En moyenne annuelle, la croissance mondiale a été soutenue en 1996 (3,8% après 3,5% en 1995). Elle a bénéficié de la légère accélération de l'économie américaine, du redémarrage au Japon et du maintien à des niveaux élevés des rythmes de croissance des pays en développement. Le redémarrage progressif de la croissance européenne en cours d'année n'a pas suffi à éviter un recul en moyenne annuelle. Au premier semestre de 1997, l'activité resterait soutenue aux États-Unis alors qu'elle progresserait à un rythme modéré au Japon. En Europe, l'amélioration du climat conjoncturel se traduirait par un raffermissement de l'investissement productif et des comportements de stocks plus favorables à la croissance. Le commerce mondial s'est intensifié au second semestre de 1996 et devrait continuer de croître selon un rythme relativement soutenu au cours du semestre en cours (plus de 6% en glissement annuel mi-1997 contre 4,4% fin 1996).

États-Unis

Après avoir ralenti en 1995, la croissance américaine a légèrement accéléré en 1996 (2,4% après 2% en 1995). La confiance élevée des ménages, qui a rejoint en décembre ses hauts niveaux de 1989, la progression de l'emploi, des salaires et le tassement du chômage (5,3% au quatrième trimestre) ont favorisé la consommation, restée dynamique sur l'ensemble de l'année. L'investissement a été soutenu, aussi bien en ce qui concerne le logement que l'investissement productif stimulé par l'existence de tensions sur les capacités productives. Les exportations, en ralentissement en moyenne annuelle, sont néanmoins restées dynamiques grâce aux ventes à destination du Canada et du Mexique et, à un degré moindre, vers les pays développés de la zone Asie-Pacifique. La vigueur de l'économie américaine a entraîné une légère accélération de l'inflation (+3,3% en décembre contre +2,5% un an plus tôt), sans pour autant que les conditions monétaires soient durcies : les taux d'intérêt à trois mois étaient ainsi de 5,44% en décembre contre 5,62% un an plus tôt. Au premier semestre de 1997, le PIB continuerait de progresser à un rythme soutenu. L'appréciation en début d'année des devises canadienne et mexicaine face au dollar devrait contribuer à la vigueur des exportations américaines, ces deux pays représentant près d'un tiers des échanges extérieurs des États-Unis (le taux de change effectif du dollar ne s'est apprécié que de 1,5% en janvier par rapport à décembre, alors que les taux de change bilatéraux face au franc et au mark s'appréciaient de 3%). Favorisée par l'accroissement de l'emploi et des salaires, la consommation privée resterait soutenue, en dépit d'un fort taux d'endettement des ménages : les ventes de détail ont été bien orientées en janvier et la confiance des consommateurs reste élevée. Enfin, après plusieurs années de croissance soutenue, l'investissement productif resterait dynamique, le taux d'utilisation des capacités de production demeurant haut.

Japon

La croissance de l'économie japonaise a été, en 1996, d'environ 3,5%. Elle a été très forte en début d'année à cause du dynamisme de l'investissement public induit par les plans de relance, et en particulier par la forte croissance des dépenses de reconstruction de Kobé. Elle a par la suite ralenti tout en restant soutenue par la progression de l'investissement en équipement privé, favorisée par l'amélioration des perspectives de production. La consommation privée a évolué moins rapidement, en dépit d'une bonne tenue du revenu disponible : la confiance des ménages est restée assez faible et le chômage a poursuivi sa progression, pour atteindre en fin d'année des niveaux relativement élevés pour ce pays. Enfin, les exportations ont fortement ralenti, en dépit de la dépréciation du taux de change effectif du Yen : l'activité, tout en restant à un haut niveau, a en effet décéléré chez les principaux partenaires asiatiques du Japon. Les importations, toujours soutenues par les délocalisations industrielles, ont vivement progressé. Au premier semestre de cette année, le PIB progresserait à un rythme modéré. La consommation des ménages resterait entravée par de mauvaises perspectives d'emplois, ainsi que par des hausses de la TVA et des cotisations sociales qui ne seraient pas entièrement compensées par la hausse des salaires nominaux. En revanche, la progression de l'investissement productif pourrait être soutenue par l'amélioration du climat conjoncturel visible dans les enquêtes du Tankan et par le dynamisme des exportations, résultant, de façon décalée, de la dépréciation du taux de change effectif du yen, la demande mondiale étant toujours soutenue.

Pays en développement

Après une croissance soutenue en 1996, l'activité des pays en développement resterait dynamique en 1997. Le rythme de croissance des pays d'Asie, après avoir légèrement fléchi à un peu plus de 8% en 1996 – ralen-

PIB DES PRINCIPAUX PAYS INDUSTRIALISÉS

(Évolution en %)

1995	1996		Glissements semestriels **		
			1996		1997
			1er S.	2nd S.	1er S.
		ÉTATS-UNIS (36,8 %)			
2,0	2,4	PIB (en $ 92)	1,7	1,5	1,0
8,0	6,4	Importations (13%)	5,0	3,2	2,4
2,3	2,5	Consommation privée (68%)	1,7	1,0	1,1
6,1	6,8	FBCF totale (14%)	4,3	3,6	1,1
2,4	2,8	Demande intérieure hors stocks (101%)	2,2	1,1	1,0
8,9	6,5	Exportations (11%)	1,8	5,5	2,8
-0,4	-0,3	Contribution des variations de stocks	-0,1	0,2	0,0
		JAPON (14,4 %)			
1,3	3,5	PIB (en Yen 90)	1,7	0,7	1,0
14,2	10,4	Importations (11%)	3,8	1,7	4,1
2,0	2,8	Consommation privée (59%)	1,0	0,5	1,2
0,8	9,2	FBCF totale (30%)	5,9	0,9	1,3
1,8	4,7	Demande intérieure hors stocks (98%)	2,5	0,7	1,1
5,5	1,3	Exportations (12%)	-0,6	3,0	2,3
0,3	-0,1	Contribution des variations de stocks	-0,2	-0,2	0,1
		ALLEMAGNE (8,4 %)*			
1,9	1,4	PIB (en DM 91)	1,0	1,0	0,9
6,6	1,8	Importations (27%)	-0,9	1,6	2,7
1,8	1,4	Consommation privée (57%)	1,3	0,3	0,6
1,5	-1,0	FBCF totale (20%)	1,2	0,6	0,1
1,8	1,3	Demande intérieure hors stocks (99%)	1,4	0,4	0,4
6,3	4,1	Exportations (26%)	0,1	5,3	2,5
0,3	-0,5	Contribution des variations de stocks	-0,6	-0,3	0,5
		ROYAUME-UNI (6,1 %)			
2,5	2,2	PIB (en £ 90)	1,3	1,3	1,6
4,0	7,2	Importations (29%)	4,7	1,7	3,6
1,9	3,0	Consommation privée (62%)	1,8	1,8	2,0
-0,2	2,1	FBCF totale (17%)	3,7	-1,8	2,6
1,4	2,4	Demande intérieure hors stocks (100%)	1,8	1,0	1,7
7,6	6,4	Exportations (29%)	4,4	2,0	2,8
0,1	0,2	Contribution des variations de stocks	-0,4	0,2	0,1
		ITALIE (6,1 %)			
3,0	0,8	PIB (en Lires 90)	0,1	0,5	0,7
9,6	-2,1	Importations (21%)	-5,9	2,7	2,7
1,7	0,6	Consommation privée (61%)	0,3	0,4	0,4
5,9	1,7	FBCF totale (18%)	-0,5	0,4	1,1
2,0	0,6	Demande intérieure hors stocks (96%)	0,1	0,3	0,4
11,6	0,6	Exportations (25%)	0,7	2,4	2,8
0,3	-0,4	Contribution des variations de stocks	-1,5	0,1	0,2
		FRANCE (6,5 %)			
2,2	1,3	PIB (en F 80)	1,1	0,9	1,4
5,3	2,2	Importations (29%)	2,0	3,8	1,8
1,8	2,3	Consommation privée (59%)	1,5	0,4	0,9
2,6	-0,6	FBCF totale (20%)	-1,1	0,9	0,1
1,8	1,5	Demande intérieure hors stocks (98%)	0,8	0,6	0,7
6,0	3,6	Exportations (29%)	2,9	4,7	3,8
0,3	-0,6	Contribution des variations de stocks	0,0	0,1	0,0

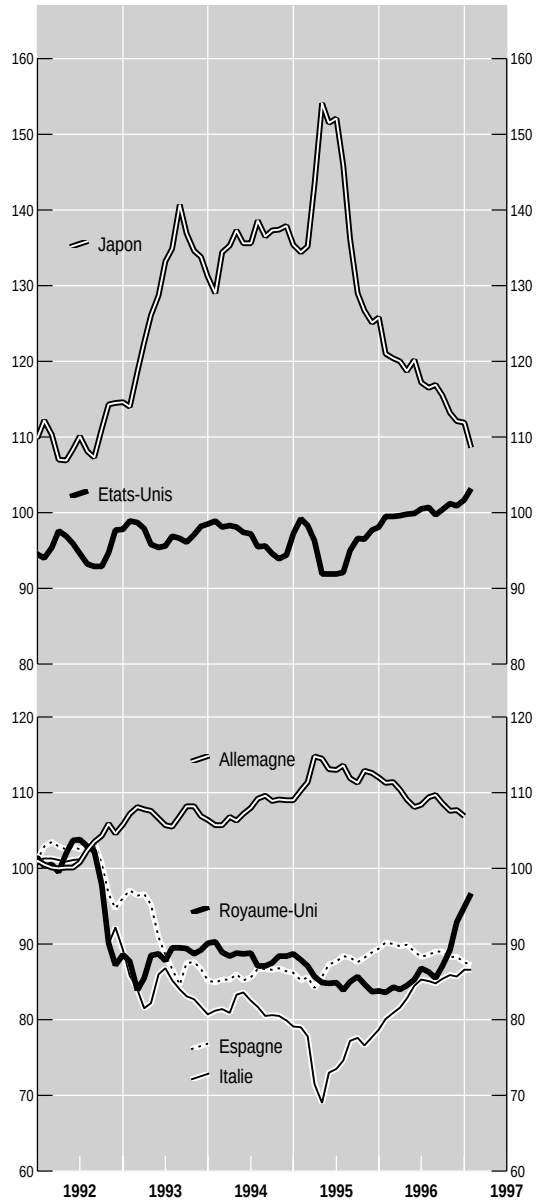
Prévisions Insee pour la France, Direction de la Prévision pour les autres pays.
Le pourcentage indiqué après chaque pays représente son poids dans l'OCDE en 1990 (prix et parités de pouvoir d'achat de 1990).
Le pourcentage indiqué après chaque agrégat représente son poids dans le PIB, en volume, en 1995.

*Les données infra-annuelles pour l'Allemagne sont corrigées des jours ouvrables.
**Variation entre le dernier trimestre du semestre considéré et le dernier trimestre du semestre précédent.

Sources : Comptabilité Nationale.

TAUX DE CHANGE EFFECTIFS REELS

base 100 en 1990



dernier point : janvier 1997
source : OCDE

tissement imputable avant tout aux pays les plus avancés de la zone (Singapour, Corée du Sud...) – se stabiliserait. En Amérique latine, la croissance a repris en 1996 après la stagnation qui a résulté en 1995 de la crise mexicaine. Cette reprise devrait se confirmer en 1997. En Afrique, la croissance ralentirait légèrement en 1997, alors qu'elle se stabiliserait à près de 4% dans les pays d'Europe centrale et orientale.

Europe

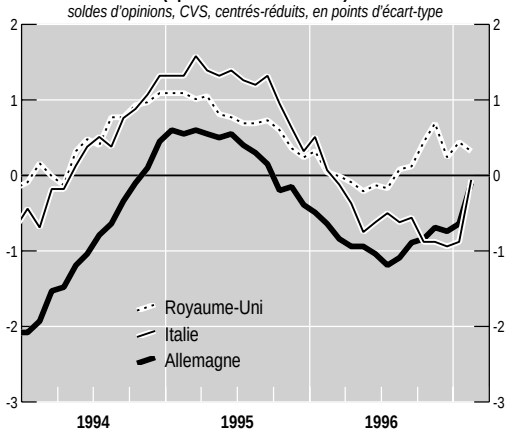
En 1996, le PIB des principaux partenaires européens de la France aurait progressé en moyenne annuelle de 1,7% après 2,7% en 1995. La consommation des ménages a très légèrement décéléré : la dégradation de l'emploi et le niveau élevé du chômage ont été compensés par une évolution favorable des salaires. L'investissement productif a sensiblement ralenti alors que dans le même temps l'investissement en construction baissait, en partie à cause de politiques budgétaires restrictives. Les échanges extérieurs ont fortement ralenti en moyenne annuelle par rapport à 1995, mais les exportations et les importations ont sensiblement accéléré à partir du second semestre de 1996. Les pressions inflationnistes sont restées contenues. Elles ont même diminué en Espagne et en Italie, sous l'effet de l'appréciation de la monnaie et, dans le cas de l'Italie, du ralentissement de la demande intérieure. Les politiques monétaires ont, dans ce contexte, pu être assouplies. La croissance du PIB européen s'établirait à 2% environ en rythme annualisé au premier semestre de 1997. L'investissement en équipement pourrait accélérer. Les projets d'investissement, tels qu'ils étaient exprimés par les industriels fin 1996, restaient cependant dans l'ensemble prudents. L'investissement en construction serait moins dynamique. La consommation des ménages demeurerait bien orientée au Royaume-Uni et en Espagne, alors que les variations des stocks contribueraient légèrement à la croissance. Les exportations accéléreraient légèrement, bénéficiant d'une croissance soutenue de la demande émanant des pays en développement et des États-Unis ainsi que de l'appréciation du dollar.

En *Allemagne*, la croissance a sensiblement ralenti en moyenne annuelle en 1996 : elle a atteint 1,4%, après 1,9% en 1995. La consommation privée a été freinée par le manque de dynamisme des revenus : les restructurations en cours dans l'industrie ont fortement pesé sur l'emploi, le chômage a augmenté et les salaires ont nettement ralenti. L'investissement total a baissé en moyenne annuelle, sous l'effet de la dégradation constante de l'investissement en construction, liée à l'effet des restrictions budgétaires sur les commandes publiques. L'investissement productif, quant à lui, n'a que très légèrement ralenti en 1996. Grâce à la dépréciation du taux de change effectif réel du deutschemark, qui se poursuit depuis le début de 1995 (-4,6% en glissement annuel en décembre 1996), les exportations ont été dynamiques au second semestre (5,3% après 0,1% au premier semestre). De plus, les importations ayant fortement ralenti, les échanges extérieurs expliquent, en contribution, la moitié de la croissance en 1996. La croissance au cours du premier semestre de 1997 devrait rester modérée et serait essentiellement dynamisée par la demande extérieure. La consommation des ménages serait toujours freinée par le niveau élevé du chômage et par la contraction de l'emploi, qui se conjugueraient à une politique budgétaire restrictive. Selon les enquêtes de conjoncture, l'investissement productif diminuerait en volume de 1% en 1997 dans l'industrie manufacturière. L'investissement total stagnerait au premier semestre : la poursuite des restrictions de dépenses publiques continuerait à limiter la progression de l'investissement en construction. Les exportations constitueraient à nouveau la composante la plus dynamique de la demande, ce dont témoigne la forte progression, observée depuis plusieurs trimestres, des opinions sur la demande étrangère exprimées lors des enquêtes de conjoncture par les industriels. Compte tenu de la bonne implantation des exportateurs alle-

mands dans les PECO et du dynamisme de leur demande, le commerce avec ces pays continuerait à contribuer significativement à la progression des exportations. De façon plus générale, l'amélioration de la compétitivité résultant de la modération salariale et de l'orientation favorable du change permettraient à l'Allemagne de mieux répondre à la demande mondiale qui lui serait adressée.

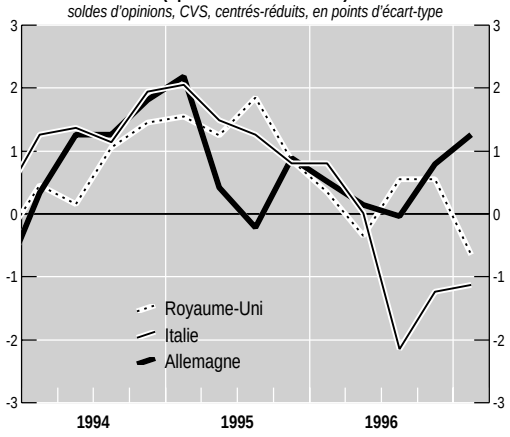
En 1996, le *Royaume-Uni* a bénéficié d'une croissance proche de celle qu'il avait connue l'année précédente : 2,2% en 1996, après 2,5% en 1995. La consommation privée a sensiblement accéléré. Les revenus ont progressé et la baisse continue du taux de chômage depuis 1993 (7,8% au quatrième trimestre de 1996 contre 10,6% au début de 1993) a nourri le niveau élevé de confiance des ménages. Les exportations sont restées dynamiques, en dépit de l'appréciation du taux de change effectif de la livre britannique (+14,5% sur un an en décembre 1996). L'investissement a également été soutenu : l'investissement logement a lui aussi bénéficié de la bonne orientation du revenu des ménages et du bas niveau des taux d'intérêt, tandis que l'investissement productif, stimulé par les tensions sur l'appareil productif, continuait à progresser à un rythme soutenu (9% en volume). Au premier semestre de 1997 le PIB britannique accélérerait sensiblement. La baisse du chômage et le dynamisme des revenus salariaux continueraient à soutenir la consommation privée, par ailleurs favorisée par d'importants effets de richesse. Dans ce contexte favorable, l'investissement accélérerait : selon les enquêtes de conjoncture, l'investissement productif dans l'industrie manufacturière augmenterait de 14% en volume en 1997. Malgré des exportations favorisées par la reprise de la demande mondiale, l'extérieur contribuerait négativement à la croissance, les effets de l'appréciation de la livre commençant à se faire sentir, la demande intérieure stimulant par ailleurs les importations.

CARNETS DE COMMANDES
(opinion des industriels)
soldes d'opinions, CVS, centrés-réduits, en points d'écart-type



Source : Commission européenne
(enquêtes mensuelles de conjoncture) - calculs Insee

TENDANCE PREVUE DE LA DEMANDE ETRANGERE (en volume)
(opinion des industriels)
soldes d'opinions, CVS, centrés-réduits, en points d'écart-type



Source : Commission européenne
(enquêtes trimestrielles de conjoncture) - calculs Insee

En *Italie*, la croissance a nettement ralenti en moyenne annuelle : elle s'est établie à 0,8%, après 3,0% en 1995. Du fait de la rigueur du programme de convergence, les dépenses publiques ont baissé (réduction des dépenses de sécurité sociale et d'autres transferts aux ménages, contrôle des salaires et restrictions dans le budget de la défense). Dans ce contexte de resserrement budgétaire et alors que le taux de chômage est resté élevé et le revenu disponible peu dynamique, la consommation des ménages n'a que faiblement progressé. L'investissement en équipement a souffert du bas niveau des taux d'utilisation des capacités productives. L'investissement en construction a été mal orienté. Enfin, alors que les importations ralentissaient fortement, en raison de la faiblesse de la demande interne, les exportations ont sensiblement accéléré au second semestre, sous l'effet de la reprise de la demande des partenaires européens de l'Italie. Le solde commercial est ainsi resté fortement excédentaire, en dépit de la forte appréciation du taux de change effectif de la lire tout au long de l'année. Les perspectives pour le premier semestre de 1997 apparaissent depuis peu plus favorables, selon les enquêtes de l'ISCO. Les incitations dans le secteur automobile ont entraîné une progression sensible des immatriculations. Toutefois, en dépit de l'amélioration relative de la confiance des ménages, la consommation resterait freinée par le haut niveau du chômage et la poursuite de l'ajustement budgétaire. L'investissement productif serait peu dynamique, notamment dans l'industrie manufacturière où les industriels prévoient une baisse en volume de 3% en 1997. Les exportations bénéficieraient en revanche du raffermissement de la demande européenne et soutiendraient l'activité, en dépit de la réappréciation de la lire.

En *Espagne*, la croissance, quoique moindre qu'en 1995, a été relativement soutenue en 1996 (2,1%). La poursuite du redressement de l'emploi et la baisse du chômage ont restauré la confiance des ménages et dynamisé la consommation privée. Stimulé par le niveau élevé du taux d'utilisation des capacités productives, l'investissement en équipement a été dynamique, mais l'investissement en construction étant très mal orienté, du fait de l'ampleur des restrictions budgétaires, l'investissement total a finalement fortement ralenti. Les exportations, peu handicapées par la légère appréciation, en 1996, du taux de change effectif réel de la peseta, ont conservé un rythme de croissance élevé. Les importations ralentissant légèrement, la contribution de

DEMANDE MONDIALE ADRESSÉE A LA FRANCE (PRODUITS MANUFACTURÉS)

(En volume, évolution en %)

1994	1995	1996	La part de marché représentée par chaque zone en 1985 est indiquée entre parenthèses	Glissements semestriels***				
				1995		1996		1997
				1er S.	2nd S.	1er S.	2nd S.	1er S.
11,7	7,0	4,2	9 pays OCDE (62 %) *	1,0	2,6	0,7	3,8	3,1
10,8	*5,9*	*3,5*	*dont : UE (51 %) ** *	*0,0*	*2,9*	*0,0*	*3,5*	*2,9*
5,1	11,4	6,1	Hors OCDE (27 %)	8,3	1,5	3,5	3,6	3,8
9,8	**8,2**	**4,5**	**Totale (100 %)**	**2,7**	**2,4**	**1,2**	**3,7**	**3,1**

Prévision

* (Allemagne, Royaume-Uni, Italie, Belgique, Pays-Bas, Etats-Unis, Japon, Canada, Espagne)

** (Allemagne, Royaume-Uni, Italie, Belgique, Pays-Bas, Espagne).

***Variation entre le dernier trimestre du semestre considéré et le dernier trimestre du semestre précédent.

Source : Direction de la Prévision.

l'extérieur à la croissance du PIB, négative en 1995, est devenue positive en 1996, sans que le déficit commercial ne soit d'ailleurs résorbé. Au premier semestre de 1997, la croissance du PIB, qui bénéficie d'importantes baisses du taux d'intérêt, accélérerait légèrement. D'une part, la consommation privée resterait dynamique, sous l'effet des hausses sensibles des créations d'emploi et du pouvoir d'achat du revenu disponible. D'autre part, le dynamisme de l'activité soutiendrait l'investissement en équipement des entreprises : dans l'industrie manufacturière, les chefs d'entreprise prévoyaient fin 1996 une croissance de leur investissement productif de 9 % en volume en 1997.

Une demande mondiale toujours dynamique début 1997

La demande mondiale de produits manufacturés adressée à la France aurait progressé d'environ 4,5% en moyenne annuelle en 1996. Après avoir sensiblement ralenti au premier semestre de 1996, sous l'effet de la faiblesse de l'activité et des échanges en Europe, la demande mondiale a accéléré au second semestre. Au premier semestre de 1997, la demande mondiale bénéficierait notamment du raffermissement de la croissance en Europe.■

Échanges extérieurs

Stimulés par le raffermissement progressif de l'activité en Europe, les flux d'échanges extérieurs se sont intensifiés à partir de l'été 1996, tendance qui se prolongerait au premier semestre de 1997. La demande mondiale adressée à la France accélère depuis le troisième trimestre de 1996. Sa croissance est ainsi passée de 3,5% à la mi-1996 en glissement annuel à 5% en fin d'année et pourrait atteindre 7% à la mi-1997. De plus, les exportations manufacturées progressent désormais plus rapidement que la demande mondiale. Selon les enquêtes de conjoncture européennes, l'opinion des industriels sur leurs carnets de commande étrangers, qui se détériorait depuis le début de l'année 1995, s'est retournée vers la mi-1996 et continue de s'améliorer. Le redressement des perspectives de production en Europe devrait amplifier ce mouvement et entraîner les exportations françaises de produits manufacturés, qui bénéficient de plus de l'évolution favorable des taux de change.

Après une légère hausse en 1995, les prix d'importation et d'exportation ont encore ralenti en 1996. En glissement annuel, ils reculaient à la fin de l'année respectivement de -2,1% et -0,1%. Toutefois, au cours du premier semestre de 1997, les prix d'importation seraient stimulés par l'appréciation du dollar. Celle-ci accentue la baisse du taux de change effectif nominal du franc, qui se poursuit maintenant depuis plus d'un an (-2,0% en glissement annuel fin 1996 contre +4,7% un an plus tôt) et favorise la compétitivité-prix à l'exportation des produits français au premier semestre de 1997.

En 1996, l'excédent commercial a atteint un niveau historique (120 Mds de F en données FAB-FAB). Le dynamisme des exportations manufacturées (en particulier des biens d'équipement professionnel, de consommation et des automobiles) qui contraste avec la faiblesse des importations (sauf pour les automobiles), ainsi que la progression du solde agro-alimentaire, expliquent cet excédent record. Cependant, les importations de produits énergétiques, liées à des conditions climatiques rigoureuses et renchéries par la hausse du cours du Brent et du dollar, ont contribué à alourdir sensiblement le déficit énergétique.

Accélération des exportations de produits manufacturés

En 1996, la progression des exportations de produits manufacturés a été en moyenne annuelle plus faible qu'en 1995 (+4,2% après +8,7%), en ligne avec l'évolution de la demande mondiale (+4,2% en 1996 après +8,7%). Ce ralentissement est largement dû à un acquis négatif fin 1995. Le profil semestriel fait au contraire apparaître une nette accélération : -2,2% en glissement semestriel à la fin du second semestre de 1995 puis +3,3% à la mi-1996 et +4,6% fin 1996. Finalement, les exportations de produits manufacturés ont progressé de +8,1% en glissement annuel à la fin de 1996, soit un rythme nettement supérieur à celui de la demande mondiale.

Au premier semestre de 1996, les exportations de produits manufacturés se sont reprises après le recul enregistré au second semestre de 1995 (lui-même en partie lié aux mouvements de grève de la fin de l'année). Elles ont été principalement stimulées par la vigueur des achats des pays extérieurs à l'Union Européenne (États-Unis, Japon, Pays de l'Est), mais aussi de certains de nos partenaires européens (Royaume-Uni, Espagne). Les exportations demeuraient toutefois affectées par un affaiblissement de la compétitivité-prix. En effet, la nette appréciation du taux de change effectif du franc enregistrée en 1994 et en 1995 continuait, par

SOLDE COMMERCIAL

(En milliards de francs)

	Niveaux semestriels (CVS)					Niveaux annuels (brut)		
	1995		1996		1997	1994	1995	1996
	1er S.	2nd S.	1er S.	2nd S.	1er S.			
Agriculture / IAA	25,9	26,0	27,0	31,5	34,8	44,9	52,0	58,5
Énergie	-31,2	-30,3	-35,9	-42,5	-42,9	-65,7	-61,5	-78,4
Manufacturés (1)	31,8	22,0	42,2	50,9	66,8	47,3	53,8	93,1
Total Caf / Fab	**26,6**	**17,7**	**33,2**	**40,0**	**58,7**	**26,5**	**44,3**	**73,3**
Total Fab / Fab (2)	**49,5**	**40,5**	**56,4**	**63,6**	**82,7**	**68,8**	**89,9**	**120,0**

Prévision

(1) Y compris divers et matériel militaire.

(2) Le taux de passage des importations CAF à FAB est de 0,967 en 1994, 1995, 1996 et 1997.

Source : comptes trimestriels.

Quels pays tirent les exportations françaises ?

A la fin de 1996, les ventes de la France à l'étranger bénéficient d'une demande dynamique de la part des anciens pays de l'Est (y compris l'ex-URSS), des États-Unis, de l'Asie du Sud-Est, et, en Europe occidentale, de l'Espagne et du Royaume-Uni. La contribution de ces zones à la croissance des exportations françaises (+6,6% en glissement entre le quatrième trimestre de 1995 et le quatrième trimestre de 1996, tous secteurs confondus, en valeur) oscille entre 0,7 et 0,9 point et représente 3,9 points au total. En revanche, les deux premiers partenaires commerciaux de la France, l'Allemagne et l'Italie, apportent une contribution négative ou nulle.

A noter également :
- la forte contribution des pays nordiques de l'UE (Danemark, Finlande, Suède) ;
- la Turquie qui, au sein des pays de l'OCDE hors UE, apporte une contribution notable ;
- la contribution positive de presque tous les ex-pays de l'Est, les plus fortes revenant à la Pologne, la Russie, la République tchèque, la Slovaquie et la Slovénie. Nombre de ces contributions sont le produit d'un poids très faible (républiques baltes, caucasiennes, ...) mais d'une croissance très forte (dépassant fréquemment les 200 %), ce qui est sans doute le signe d'une entrée des exportateurs français sur des marchés dont ils étaient jusqu'à présent pratiquement absents ;
- les fortes contributions du Vietnam, de l'Inde, de l'Argentine, du Chili et de l'Amérique centrale (ligne «autres régions» des pays non-OCDE).

Ce constat, qui s'appuie sur les dernières statistiques douanières disponibles, ne devrait pas se reproduire à l'identique en 1997 : selon nos estimations, l'Allemagne et l'Italie compteraient de nouveau (comme en 1995) parmi les premiers contributeurs à l'accroissement des exportations françaises.

Exportations vers l'Union européenne

Glissement annuel par zone ou pays et contribution au total

	glissement annuel fin 96 (%)*	contribution au glissement annuel total (point)**
Union européenne (62,8%)	**3,6**	**2,3**
Espagne (7,6%)	10,8	0,8
Royaume-Uni (9,1%)	7,3	0,7
Belgique - Luxembourg (8,5%)	3,4	0,3
Pays-Bas (4,6%)	2,8	0,1
Portugal (1,4%)	9,5	0,1
Allemagne (17,1%)	0,0	0,0
Italie (9,5%)	-2,2	-0,2
autres pays de l'UE (5,2%) (1)	9,6	0,5

Exportations vers les pays non-OCDE

Glissement annuel par zone ou pays et contribution au total

	glissement annuel fin 96 (%)*	contribution au glissement annuel total (point)**
Ensemble (22,8%)	**12,0**	**2,7**
Ex-pays de l'Est (3,1%) (1)	30,0	0,9
Asie du Sud-Est (6,4%) (2)	10,3	0,7
Afrique (5,9%)	9,6	0,6
Moyen-Orient (2,5%) (3)	6,0	0,2
Autres (5%) (4)	9,7	0,5

Le pourcentage indiqué après chaque zone ou pays représente son poids dans les exportations françaises en 1996.
* quatrième trimestre 1996 rapporté au quatrième trimestre 1995.
** produit du poids de la zone par le glissement correspondant.
(1) Y compris ex-URSS
(2) Bruneï, Chine, Corée du Sud, Honk Hong, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Taïwan, Thaïlande .
(3) Arabie saoudite, Chypre, Émirats Arabes Unis, Irak, Iran, Israël, Jordanie, Koweït, Liban, Oman, Qatar, Syrie, Yémen.
(4) DOM-TOM (40% du groupe - à partir de 1997, les DOM ne seront plus distingués de la métropole dans les statistiques douanières), Amérique latine (sauf Mexique), péninsule indochinoise (sauf Thaïlande), sous-continent indien.

Exportations vers l'OCDE hors UE

Glissement annuel par zone ou pays et contribution au total

	glissement annuel fin 96 (%)*	contribution au glissement annuel total (point)**
Ensemble (14,3%)	**11,5**	**1,6**
États-Unis (5,7%)	14,8	0,8
Japon (1,7%)	-3,2	0,1
Suisse (3,9%)	-0,2	0,0
autres (3%) (1)	26,9	0,8

Le pourcentage indiqué après chaque zone ou pays représente son poids dans les exportations françaises en 1996.
* quatrième trimestre 1996 rapporté au quatrième trimestre 1995.
** produit du poids de la zone par le glissement correspondant.
(1) Australie, Canada, Islande, Mexique, Norvège, Nouvelle-Zélande, Turquie (les derniers membres entrés dans l'OCDE - Corée du Sud, Pologne, République tchèque, Hongrie - ne sont pas pris en compte dans cette zone).

ses effets retardés, d'exercer une influence défavorable sur la compétitivité de nos exportations. L'effort de contraction des marges bénéficiaires, constaté au premier semestre par l'enquête sur la concurrence étrangère, ne compensait pas la très grande modération des prix à l'exportation chez nos principaux concurrents.

Les effets négatifs décalés de la compétitivité commençant à s'estomper au second semestre de 1996, la dépréciation du taux de change effectif du franc depuis le début de l'année a nettement contribué à améliorer la compétitivité-prix des exportations. De plus, le redémarrage de l'activité européenne et l'accélération des ventes hors OCDE ont nettement stimulé les exportations françaises à partir de l'été 1996. Toujours soutenue par la zone hors OCDE (en particulier par l'Europe de l'Est et le Moyen-Orient), la croissance des exportations est aussi attribuable aux fortes ventes vers l'Espagne, le Royaume-Uni et le Bénélux.

Les exportations de biens intermédiaires (glissement annuel en volume : +9,4% à la fin 1996), mais aussi d'équipement professionnel (+8,0%), ont bénéficié de la reprise de l'activité en Europe et sont en nette progression en direction de l'Allemagne, l'Espagne et le

Bénélux. Les exportations de biens de consommation courante et d'automobiles sont également bien orientées à la fin de l'année (respectivement +8,1% et +6,5%).

L'accélération des exportations enregistrée au second semestre de 1996 devrait se confirmer au premier semestre de 1997. Soutenues par d'importantes livraisons d'Airbus, elles devraient progresser de 9,6% en glissement annuel à la mi-1997. Les évolutions des parités monétaires, de plus en plus favorables, rendent nos exportations plus compétitives : la baisse en glissement annuel du taux de change effectif nominal du franc atteignait -3,2% fin février 1997. Les partenaires habituels de la France (l'Union Européenne et notamment l'Allemagne) deviendraient de nouveau les principaux contributeurs à la croissance des exportations. Dans un contexte de reprise industrielle, le redémarrage de l'investissement productif devrait particulièrement profiter aux exportations de biens intermédiaires et d'équipement professionnel.

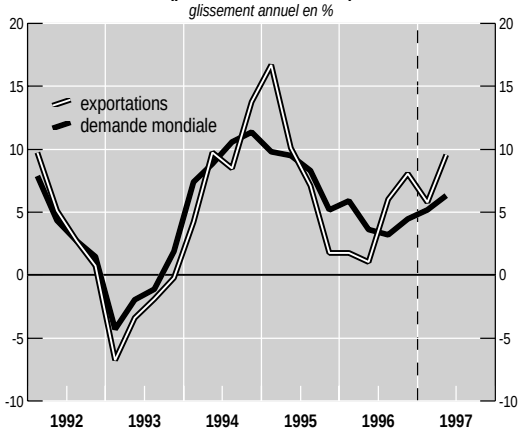
Reprise des importations de produits manufacturés à partir de la mi-96

La croissance des importations de produits manufacturés s'est limitée en 1996 à +1,3% en moyenne annuelle contre +8,2% en 1995. Sur l'ensemble de l'année, les importations de produits manufacturés ont largement subi les effets d'une demande intérieure peu dynamique. La progression de la consommation des ménages (+2,8% en moyenne annuelle) n'a pas totalement compensé la faiblesse de l'investissement productif (-0,3%) et la persistance d'un fort déstockage tout au long de l'année. Cependant, les importations ont connu une nette accélération au second semestre pour atteindre +4,3% en glissement annuel à la fin de l'année contre -1,9% à la mi-1996.

Au premier semestre de 1996, le repli des importations est particulièrement prononcé pour les achats en provenance de l'Union Européenne. Seules les importations d'Espagne, d'Italie (notamment d'automobiles) et des Pays de l'Est se sont significativement accrues. Les importations de biens intermédiaires et d'équipement professionnel ont été les plus touchées par la baisse de l'investissement et le fort déstockage, principaux postes de la demande intérieure absorbant les importations. L'évolution favorable de la compétitivité intérieure des produits français a aussi limité les importations.

Au second semestre de 1996, la dégradation de la compétitivité des produits français, due à une forte baisse des prix d'importation, le ralentissement du déstockage et le dynamisme des exportations ont contribué à la reprise des importations (+4,2% par rapport au semestre précédent). Le troisième trimestre a en effet vu un rebond de la demande intérieure en termes de consommation des ménages et d'investissement total (respectivement +2,7% et +2,5% par rapport au deuxième trimestre).

EXPORTATIONS* ET DEMANDE MONDIALE
(produits manufacturés)
glissement annuel en %



** optique comptes nationaux trimestriels* *prévision au-delà du pointillé*

Ce sont les importations en provenance de l'Union Européenne, en particulier d'Espagne, et du Royaume-Uni, mais aussi des États-Unis et des Pays-de-l'Est qui ont le plus augmenté en 1996. Toutefois, cette croissance concerne nos achats de biens intermédiaires et d'équipement professionnel et ne s'est pas propagée aux secteurs des biens d'équipement ménager et de consommation courante.

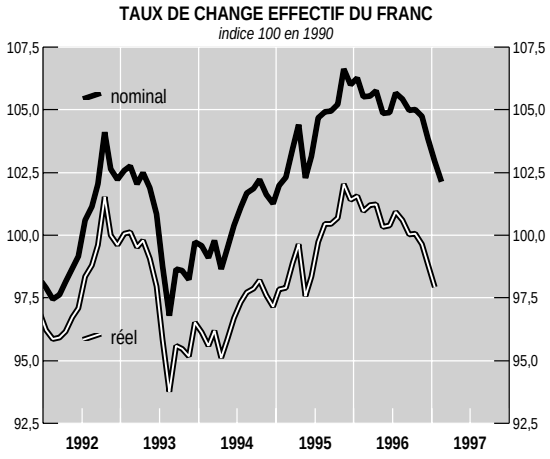
L'investissement productif et la consommation des ménages ne feraient pas preuve d'un grand dynamisme au cours du premier semestre de 1997. Cependant, le ralentissement du déstockage et la forte croissance des exportations devraient contribuer au raffermissement des importations. La croissance des importations de produits manufacturés atteindrait +8,6% en glissement annuel à la mi-1997.

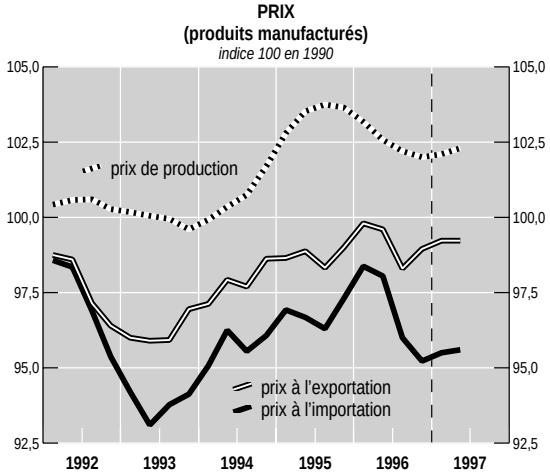
Au total, le décalage d'environ un semestre entre la reprise des exportations et celle des importations explique en grande partie l'excédent commercial record de 1996. Cet excédent ne devrait pas se réduire au premier semestre de 1997[(1)] grâce à l'amélioration de notre compétitivité.

Gains de compétitivité à l'exportation

A partir du deuxième trimestre de 1996, la compétitivité à l'exportation des produits français s'est fortement accrue, après une période de détérioration. Les coûts salariaux ayant également été très modérés chez nos principaux partenaires, ce sont les fluctuations des taux de change qui ont favorisé la compétitivité. Si la peseta et le mark ont été relativement stables en 1996 par rapport au franc (-0,9% et -1,9% en glissement annuel en décembre), le dollar, la lire et la livre se sont fortement appréciées (respectivement de +5,6 %, +10,3 %

(1) A compter de 1997, les quatre DOM ne seront plus distingués de la France métropolitaine dans les statistiques douanières. Cependant, les comptes nationaux trimestriels n'intégreront pas cette réforme en 1997.





prévision au-delà du pointillé

et +14,2%), si bien que le taux de change effectif du franc a perdu 2% sur la même période. L'appréciation du dollar au début 1997 devrait favoriser la compétitivité intérieure et extérieure des produits français. Cette dernière retrouverait le niveau atteint fin 1993, effaçant ainsi l'effet défavorable de l'appréciation du franc à partir de 1994.

Le commerce extérieur manufacturier aura contribué en 1996 à la croissance de la production à hauteur de +2,2 %. Avec l'amélioration du taux de couverture, le solde de l'industrie manufacturière devrait sensiblement progresser au premier semestre de 1997 pour atteindre 66,8 Mds de F contre 42,2 Mds et 50,9 Mds aux premier et second semestres de 1996 (en données CAF/ FAB).

Hausse de l'excédent agro-alimentaire

Le solde agro-alimentaire a atteint 58,5 Mds de F en 1996, soit une amélioration de 6,5 Mds par rapport à l'année précédente. Contrairement aux années 1994 et 1995, la contribution des produits agricoles à l'amélioration du solde est plus forte que celle des produits des IAA.

L'excédent agricole a progressé de 4,5 Mds de F. Cette progression serait due à la forte baisse en valeur des importations de café à la suite de la chute des cours mondiaux et à la hausse des exportations de vin et d'oléagineux. Le solde des IAA a augmenté de 2 Mds de F, résultat recouvrant des évolutions contrastées. Le solde des produits à base de viande a fortement progressé (combinaison d'une chute des importations de viande fraîche en liaison avec la crise de la «vache folle» et d'une hausse des exportations des viandes de volailles). En revanche, les exportations de sucre et de boissons sont en recul et les importations d'huiles et corps gras se sont sensiblement accrues.

L'excédent agro-alimentaire devrait atteindre 34,8 Mds de F à la mi-1997, contre 31,5 Mds au second semestre de 1996.

Aggravation du déficit énergétique

En 1996, le déficit énergétique s'établit à 78,4 Mds de F après 61,5 Mds en 1995. Cette aggravation s'explique par la hausse du prix international des produits pétroliers et l'augmentation des quantités importées, suite à des hivers particulièrement rigoureux. Lors du premier semestre de 1997, la facture énergétique se stabiliserait malgré la reprise de l'activité industrielle : les prix de l'énergie importée (l'appréciation du dollar étant compensée par la détente du cours du pétrole brut) se stabiliseraient sur l'ensemble du semestre.

Le déficit énergétique devrait atteindre 42,9 Mds de F à la mi-1997, contre 42,5 Mds au second semestre de 1996.

L'excédent des transactions courantes se renforce

L'excédent des transactions courantes devrait être proche de 100 Mds de F en 1996, soit une hausse de 17 Mds par rapport à 1995. De même qu'en 1995, l'amélioration du solde commercial et celui des services, conjuguée à la contraction du déficit du solde des revenus des investissements, explique cette progression**.** Au premier semestre de 1997, l'excédent des transactions courantes devrait nettement progresser par rapport au premier semestre 1996, à l'instar du solde commercial et du solde des services.

Amélioration du solde des services

En 1996, le solde des services s'établirait à 77 Mds de F. L'amélioration de ce solde, par rapport à 1995, est le produit d'évolutions contrastées : le solde des services liés aux échanges de technologie a progressé tandis que ceux de la ligne voyage et des services liés aux échanges extérieurs se sont dégradés.

BALANCE DES TRANSACTIONS COURANTES

(Soldes bruts en milliards de francs)

	Niveaux semestriels					Niveaux annuels		
	1995		1996		1997	1994	1995	1996
	1er S.	2nd S.	1er S.	2nd S.	1er S.			
MARCHANDISES (1)	30	26	37	36	40	38	57	73
SERVICES (2)	37	36	33	44	38	72	73	77
- liés aux échanges extérieurs	3	0	-1	2	1	1	3	1
- liés aux échanges de technologie	8	12	12	14	12	18	20	26
- voyages	29	27	25	29	29	61	56	54
- autres	-3	-4	-4	-1	-3	-8	-6	-5
REVENUS DES FACTEURS	-11	-12	-17	-6	-10	-44	-23	-22
AUTRES BIENS ET SERVICES	9	9	3	3	3	29	18	6
TRANSFERTS UNILATERAUX	-5	-35	-5	-27	-10	-56	-40	-32
- Secteur officiel	-4	-36	-3	-24	-5	-51	-40	-27
TRANSACTIONS COURANTES	**60**	**24**	**51**	**50**	**61**	**39**	**84**	**101**

Prévision.
(1) Ce concept diffère du solde douanier, car il intègre les échanges réalisés par les DOM-TOM et ne prend pas en compte les échanges sans paiement et sans transfert de propriété.
(2) Nouvelle nomenclature de la balance
Sources : Banque de France, estimations INSEE.

La progression de l'excédent du solde des services liés aux échanges de technologie est essentiellement attribuable aux services de construction et aux services techniques. La contraction de l'excédent du solde des services liés aux échanges extérieurs s'expliquerait surtout par le retournement du solde des assurances (-1 Md de francs en 1996 après +2 Mds en 1995), essentiellement attribuable à la renégociation des taux de réassurance.

Le solde touristique se stabiliserait aux alentours de 54 Mds de F en 1996 après 56 Mds en 1995. Le taux d'évolution annuel de la ligne voyage de la Balance des Paiements masque des évolutions infra-annuelles contrastées : dégradation au premier semestre de 1996, amélioration au second semestre, les recettes touristiques du mois de juillet ayant été exceptionnellement importantes.

L'accroissement des dépenses des français à l'étranger s'est poursuivi à un rythme soutenu tout au long de l'année. Leurs dépenses en Espagne et en Italie ont notamment continué de progresser. Toutefois, les recettes touristiques françaises ont augmenté en 1996 après avoir diminué en 1995, en liaison avec l'affaiblissement de la concurrence de certains pays à vocation touristique (Italie, Espagne) dû à l'appréciation de leurs devises. De même, l'appréciation de la livre sterling par rapport au franc s'est traduite par une nette progression du solde des échanges avec le Royaume-Uni. Au premier semestre de 1997, l'évolution encore plus favorable de la parité du franc, en particulier vis-à-vis du dollar, devrait se traduire par une amélioration du solde touristique.

Au total, au premier semestre de 1997, l'excédent des échanges de services devrait être supérieur à celui du premier semestre de 1996.

Contraction du déficit des revenus ...

Le redressement du solde des revenus, entamé depuis 1994, se poursuit en 1996. En effet, la poursuite de la diminution de la part de titres français détenue par les non-résidents ainsi que la baisse du rendement des OAT se sont traduites par un net recul des intérêts versés au titre des revenus des investissements de portefeuille.

Au premier semestre de 1997, de même qu'en 1996, le déficit des revenus devrait continuer de se contracter avec toutefois des augmentations temporaires en conséquence du versement aux non-résidents, vendeurs de titres français, des intérêts qui leur sont dus au titre des coupons courus.

....et de celui des transferts unilatéraux

Le déficit du solde des transferts courants devrait s'établir aux alentours de 32 Mds en 1996, cette amélioration étant essentiellement due à la baisse des versements publics de la France aux institutions européennes. En outre, au premier semestre de 1997, le déficit du solde des transferts du secteur officiel devrait se contracter par rapport à celui enregistré au second semestre de 1996 en raison du décalage du versement, en janvier 1997 au titre de 1996, par la Communauté européenne à la France, d'environ 27 Mds de subventions versées par le FEOGA. En comptabilité nationale, ce transfert est réaffecté à 1996 (2).■

(2) L'écart entre le solde affiché par la Balance des Paiements et celui retenu par la comptabilité nationale correspond à la variation d'une année sur l'autre du versement effectué par les instances européennes au bénéfice du Trésor français.

Pétrole et matières premières

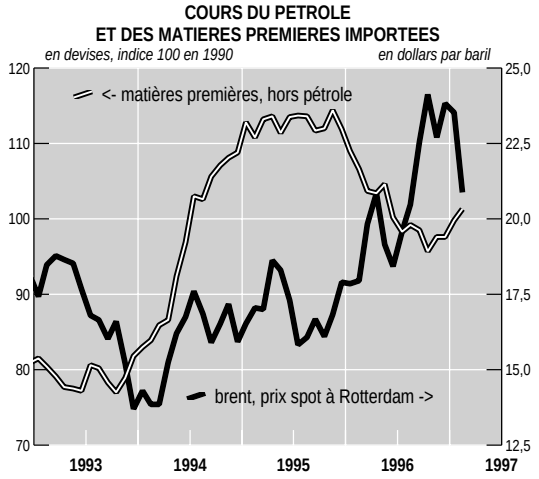
Les cours du brent, en hausse de 21% en 1996...

En 1996, le cours en dollars du baril de brent (1) a augmenté de 21% en moyenne annuelle pour s'établir à 20,6$/bl (après 17$/bl en 1995). Le prix en francs de la tonne de pétrole brut importée par la France a progressé un peu plus, en raison de l'appréciation du dollar. A travers d'importantes fluctuations, les cours ont accéléré en glissement annuel.

Le maintien des stocks à de bas niveaux a rendu les cours particulièrement sensibles aux variations de la demande. La perspective du retour de l'Irak sur le marché a en effet pesé sur la structure des prix à terme, en renchérissant les contrats à échéance proche par rapport aux contrats à échéance plus éloignée, ce qui a limité, tout au long de l'année, les incitations à reconstituer des stocks. Les cours ont progressé de 3 dollars/baril en début d'année, sous l'effet de conditions climatiques rigoureuses en Amérique du Nord et en Europe. Après s'être détendus au printemps, au moment de la signature d'un accord entre l'ONU et l'Irak, les cours ont à nouveau fortement augmenté, en raison des tensions au Moyen Orient et du blocage du processus de paix au Proche Orient. Soutenus par une nouvelle vague de froid, ils s'établissaient à 23,8 $/bl en fin d'année.

... malgré une production légèrement supérieure à la demande,...

L'offre de pétrole a progressé de près de 3% par rapport à 1995, selon l'Agence Internationale de l'Énergie. Cette augmentation s'explique par un accroissement



sensible de l'offre de la zone OPEP, certains pays membres - l'Algérie, le Venezuela - dépassant régulièrement leur quota de production. La production s'est également accrue en Mer du Nord, suite à l'exploitation de nouveaux gisements, devenus rentables grâce aux niveaux élevés des cours. Enfin, le déclin de la production dans les pays de la Communauté des États Indépendants s'est interrompu.

Dans le même temps, la demande de pétrole a progressé de 2,4%. La consommation est restée particulièrement dynamique en Amérique du Nord, en raison du maintien d'une activité soutenue, mais aussi dans les pays hors OCDE, notamment asiatiques. Elle a globalement moins progressé en Europe, où les rythmes de croissance ont été moindres.

PRIX DU PÉTROLE

	Niveaux trimestriels								Niveaux annuels		
	1995		1996				1997		1994	1995	1996
	3e T.	4e T.	1er T.	2e T.	3e T.	4e T.	1er T.	2e T.			
Dollar en francs	4,95	4,93	5,04	5,17	5,10	5,18	5,50	5,50	5,55	4,99	5,32
PÉTROLE											
Baril de "BRENT DATÉ" en dollars	16,2	16,9	18,6	19,5	20,9	23,5	21,5	20,0	15,8	17,0	20,6
Tonne importée en francs	594	617	699	755	775	901	875	814	645	634	784

Prévision.

... se détendraient au premier semestre 1997

L'atténuation des tensions géopolitiques, le retour à des conditions climatiques plus clémentes après la vague de froid de début d'année et la reprise des exportations irakiennes de pétrole, à partir de la mi-janvier, devraient permettre une détente des cours au premier semestre de 1997. La diminution serait toutefois modérée en moyenne trimestrielle : les prix atteints en février (21$/bl) constitueraient un niveau moyen autour duquel les cours pourraient encore fluctuer au premier semestre de 1997. Ils ne baisseraient plus en tendance. En effet, le retour de l'Irak sur le marché, dans le cadre d'un accord qui sera renégocié à l'été, n'a permis de lever qu'une partie des incertitudes sur les futures baisses de prix du pétrole brut. De plus, la production irakienne ne représente qu'une faible part de la production mondiale. Par ailleurs, la demande pétrolière resterait soutenue, dynamisée par une croissance mondiale ferme, en particulier dans les pays hors OCDE.

Après avoir baissé en 1996, les cours des matières premières...

Après avoir un peu progressé en 1995, les cours des matières premières [2] importées par la France ont décliné en 1996. Les prix en devises ont baissé de 12,2% en glissement annuel. Le recul en francs a été moindre (7%), en raison de l'appréciation du dollar et de la livre. Cette baisse a touché essentiellement les matières organiques et certains métaux non ferreux.

Les cours des **matières alimentaires** se sont stabilisés en devises en 1996, sous les effets contraires d'une augmentation des prix des oléagineux et d'une diminution de ceux des denrées tropicales. Les cours des oléagineux, produits substituts des céréales pour l'alimentation du bétail, ont subi les effets du retournement à la baisse des prix des céréales. Après avoir fortement progressé en début d'année, en raison d'anticipations de mauvaises récoltes, les cours des céréales se sont en effet détendus, lorsqu'on a appris que les récoltes étaient excellentes. Les cours des oléagineux ont suivi la même évolution, qui se traduit par une hausse sensible en moyenne annuelle. Les prix des denrées tropicales ont au contraire diminué en moyenne annuelle, en raison de l'affaiblissement continu des prix du café depuis 1994, année de fortes gelées au Brésil.

Les prix des **matières industrielles** ont globalement beaucoup diminué en 1996, sous les effets conjugués des fortes baisses des prix des matières organiques et des métaux non ferreux.

(1) Pétrole de la Mer du Nord.
(2) Les matières premières comprennent les matières industrielles (les métaux et les matières organiques) et les produits alimentaires (les produits tropicaux et les oléagineux).

PRIX DES MATIÈRES PREMIÈRES

Indices en devises base 100 en 1990	Variations annuelles (%)		Glissements en fin d'année (%)	
	1995	**1996**	**1995**	**1996**
Ensemble	**16,2**	**-9,8**	**2,8**	**-12,2**
Alimentaires	**2,1**	**4,7**	**1,4**	**0,2**
Denrées tropicales	4,0	-15,8	-20,7	-2,1
Oléagineux	0,2	26,8	28,8	1,8
Industrielles	**21,2**	**-14,2**	**3,0**	**-15,8**
Minérales	15,8	-9,7	-2,9	-10,2
Organiques	30,7	-21,1	13,5	-24,4

Le manque de dynamisme de la demande, provenant de la modération de l'activité industrielle en Europe, explique pour partie le déclin des prix des métaux non ferreux. Cette évolution a été amplifiée par la chute des cours du cuivre, liée à la faillite de la principale maison de courtage sur le marché international et à l'accroissement des capacités de production : celle-ci a contribué pour 3,3 points à la diminution des prix des matières premières.

Les prix des différentes matières organiques, le caoutchouc et, plus encore la pâte à papier, ont également beaucoup baissé. La diminution des cours de la pâte à papier, liée à l'atonie de la demande, a pesé pour 5,2 points sur l'évolution des cours des matières premières.

Les prix des métaux précieux ont également baissé en glissement annuel. Après une hausse spéculative au premier trimestre (plus de 400 $ l'once), les cours de l'or se sont repliés. En fin d'année, cette baisse a été amplifiée par les rumeurs de ventes de la part des banques centrales et par l'appréciation du dollar.

... se raffermiraient au premier semestre de 1997

Au cours du premier semestre de 1997, le raffermissement des cours des matières premières, observé depuis la fin de l'année 1996, devrait se poursuivre, en raison d'une accélération de l'activité en Europe et du maintien d'une activité soutenue en Amérique du Nord.

La demande de métaux, fortement liée à l'activité mondiale, accélérerait. Cette progression pourrait être amplifiée par des mouvements spéculatifs : certains fonds d'investissements se sont en effet reportés sur les marchés internationaux des métaux de base, suite à l'effondrement des cours des métaux précieux. La diminution des cours de l'or pourrait de surcroît se poursuivre en 1997, si les ventes d'or de la part des banques centrales se confirmaient.

Les prix des matières agro-industrielles pourraient se raffermir au cours du premier semestre : les principaux producteurs de pâte à papier anticipent en effet une hausse des prix.■

Éléments du compte des administrations publiques

Le déficit du Budget de l'État s'établirait en 1996 à 295,4 Mds de F, chiffre proche de l'objectif de la loi de finances initiale (287,8 Mds de F). Il s'établissait à 323 Mds de F en 1995.

Les impôts perçus par l'ensemble des administrations publiques ont augmenté de 6,6% en 1996 après une hausse de 5,5% en 1995 (au sens de la comptabilité nationale).

Les impôts sur le revenu et le patrimoine versés par les ménages ont augmenté de 9,7% en 1996 après une hausse de 3% en 1995. Cette progression sensible s'explique par les fortes hausses constatées sur la taxe d'habitation et les taxes foncières ainsi que par la mise en place de la contribution de remboursement de la dette sociale, qui contribue pour 1,1 point à la croissance du total des impôts reçus par les administrations publiques.

Les recettes brutes (1) de l'impôt sur le revenu des personnes physiques ont également connu une évolution favorable au cours de l'année (+5,7% après +0,5% en 1995) en liaison avec les mesures adoptées dans la loi de finances pour 1996 comme la suppression de la réduction d'impôt au titre des contrats d'assurance-vie, les modifications sur l'imposition des plus-values et la suppression de l'abattement sur certains revenus des capitaux mobiliers. A ces mesures s'ajoute le paiement en 1996 de l'impôt sur les revenus de certains actifs financiers au titre de l'année courante, du fait du choix par certains contribuables de l'option du prélèvement forfaitaire libératoire.

(1) Hors remboursements et dégrèvements.

IMPÔTS REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (1)

Évolution en %

	Moyennes semestrielles			Moyennes annuelles		Niveaux en Mds de F.	
	1996		1997	1995	1996	1995	1996
	1er S.	2 nd S.	1er S.				
Impôts liés à la production	**2,5**	**2,2**	**1,7**	**5,7**	**6,0**	**1098,9**	**1165,0**
- TVA grevant le produit	3,4	-0,1	2,8	6,3	6,3	576,3	612,8
- TVA communautaire	7,6	-31,9	17,9	4,1	-9,2	-50,1	-45,5
- Impôts sur les produits	0,7	3,4	2,2	4,4	3,6	341,6	354,0
dont TIPP	1,8	1,5	0,5	3,4	3,5	143,5	148,5
- Impôts sur les salaires	-1,5	-2,1	1,4	7,9	-2,0	85,8	84,1
- Autres impôts liés à la production	7,4	3,3	0,1	4,9	10,0	138,3	152,1
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine et le capital	**3,7**	**4,6**	**2,7**	**5,0**	**8,0**	**729,6**	**788,2**
-Impôts sur les bénéfices	7,6	1,5	-0,1	6,0	12,0	121,2	135,7
dont SQS non financières	5,3	-0,3	0,3	12,2	18,6	93,3	101,4
- Impôts sur le revenu (2)	4,8	5,6	4,5	2,6	8,5	397,8	431,5
- Autres impôts sur le revenu et le patrimoine	1,3	4,7	1,1	9,2	4,9	210,6	221,0
dont taxes locales	7,7	6,8	0,2	3,4	12,4	150,5	169,2
Impôts en capital	**-27,8**	**11,7**	**69,7**	**8,4**	**-0,5**	**47,6**	**47,4**
Total des impôts	**2,0**	**3,4**	**3,8**	**5,5**	**6,6**	**1876,1**	**2000,5**

Prévision

Les impôts sont ici classés et évalués selon les conventions de la Comptabilité Nationale (voir Note de Conjoncture de décembre 1992, p. 22). Mais les montants de 1995 ne sont pas égaux à ceux indiqués par les Comptes de la Nation, qui, calés sur l'exécution budgétaire, tiennent compte de la modification de la période complémentaire. Ces différences proviennent d'un redressement de certains impôts qui a été introduit pour rendre comparables les variations trimestrielles.

(1) Centrales, locales et de sécurité sociale.

(2) Y compris CSG et CRDS.

L'impôt sur le bénéfice des sociétés a fortement augmenté en 1996 (+12% après +6% en 1995) et contribuerait pour 0,8 point à la croissance du total des impôts. L'effet amplificateur du mode de recouvrement de l'impôt (par acomptes et solde sur deux années), qui ne s'était pas fait sentir en 1995, semble s'être déclenché sur 1996 avec des acomptes particulièrement importants sur le deuxième trimestre. Les entreprises ont diminué leurs mouvements de provisionnement liés à leurs engagements dans l'immobilier ce qui, mécaniquement, contribue à cette forte hausse de 1996

Les recettes de TVA grevant les produits progressent de 6,3% en raison de l'effet en année pleine du relèvement de 2 points du taux normal de TVA. Néanmoins, cette évolution est inférieure aux prévisions, en dépit d'une hausse sensible de la consommation en 1996.

Le produit de la taxe intérieure sur les produits pétroliers poursuit sa progression en 1996 (+3,5% après +1,5% en 1995), la grève des transporteurs routiers n'ayant eu qu'un faible impact sur cette taxe. Les recettes liées aux droits de mutation associés à l'achat de logements ont fortement progressé en 1996 (+12,7% après une baisse de 6,2% en 1995), en liaison avec la reprise des ventes de logements et en dépit de la baisse temporaire des taux d'imposition (baisse du taux des droits de mutation).

Les recettes totales nettes de prélèvements et de remboursements ayant été inférieures aux prévisions (-13,4 Mds de F par rapport au collectif d'automne) et le budget ayant dû faire face à la majoration exceptionnelle de l'allocation de rentrée scolaire (3,2 Mds de F), à la mise à niveau de la dotation d'aide personnelle en faveur du logement (4,7 Mds de F) et de certaines dotations en faveur de l'emploi (3,6 Mds de F), l'exercice budgétaire a été maîtrisé grâce à des annulations de crédits. Par rapport à la loi de finances initiale, les annulations de crédits ont atteint 31 Mds de F.

Par ailleurs, la baisse des taux des émissions des OAT et des BTAN a pu alléger la charge marginale de la dette.■

Les grandes lignes de la loi de finances 1997

Le déficit du budget de l'État devrait être de 284,8 Mds de F en 1997 selon la loi de finances initiale. La progression des dépenses est inférieure à l'inflation (+1,7% contre +2%).

Les recettes de l'État devraient peu progresser en 1997 en raison, notamment, de la baisse de l'impôt sur le revenu des personnes physiques liée à la réforme de cet impôt. De plus, les recettes perçues au titre de l'impôt sur les sociétés devraient être pénalisées par des reports de déficits et la réduction à 19% du taux de l'impôt sur certaines petites et moyennes entreprises qui renforcent leurs fonds propres.

Les recettes de TVA devraient progresser de 5,6% et celles de la taxe intérieure sur les produits pétroliers de 2% (sous l'hypothèse d'une croissance en valeur de la consommation des ménages de 2,9%).

En ce qui concerne les recettes perçues par les organismes divers d'administration centrale, la contribution au remboursement de la dette sociale, appliquée sur douze mois au lieu de onze l'an passé, progresserait en 1997 ainsi que la cotisation sociale généralisée, son assiette étant élargie et son taux augmentant d'un point.

Dans le cadre de son changement de statut, France Telecom devrait verser une «soulte» arrêtée à 37,5 Mds de F à un établissement public, destiné à rembourser à l'État une partie des engagements de retraites de l'entreprise (les retraites de ses fonctionnaires étant payées par l'État). En 1997, cet établissement public verserait à l'État 1 Md de F. Par ailleurs, 8,8 Mds de F versés à l'État par France Telecom au titre des retenues pour pensions sont comptabilisés en recettes non fiscales et non plus en fonds de concours.

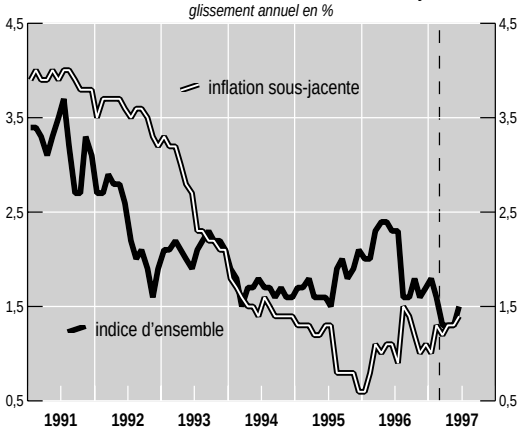
Prix à la consommation

En 1996, les prix à la consommation ont progressé de 1,7% en glissement annuel, contre 2,1% un an plus tôt. Cette décélération s'explique en grande partie par la disparition dans le glissement annuel de l'effet du relèvement du taux normal de TVA intervenu en août 1995. Cet effet technique explique également l'accroissement de 0,7% à 1,1 %, sur la même période (la répercussion de cette hausse ayant été très progressive), de l'inflation sous-jacente (indice hors tarifs publics et produits à prix volatils, corrigé des mesures fiscales, CVS). Les prix de tous les postes de la consommation ont décéléré, à l'exception de ceux des produits pétroliers (la contribution de l'évolution des prix énergétiques au glissement de l'indice d'ensemble est de 0,55 point).

Cette modération de l'inflation s'explique en premier lieu par des coûts et des prix de production peu dynamiques. Les prix des consommations intermédiaires se sont en effet repliés : mis à part les prix des produits pétroliers, les prix des autres produits importés (en particulier, ceux des matières premières industrielles) et des biens intermédiaires ont diminué en 1996. Par ailleurs, les coûts salariaux unitaires ont sensiblement ralenti. En second lieu, la bonne tenue de la demande des ménages en 1996 n'a pas provoqué de tensions sur l'appareil productif : les taux d'utilisation des capacités de production sont restés à de bas niveaux dans l'industrie manufacturière. De plus, l'augmentation de la concurrence a contribué à la diminution des prix de certains produits manufacturés, en particulier dans le secteur automobile, et même de certains services (télécommunications, transports aériens).

Au premier semestre de 1997, en dépit de l'appréciation du dollar, le glissement semestriel des prix s'établirait à 1,2%, ce qui conduirait à un glissement annuel très modéré, à 1,5%. La bonne tenue de la consommation des ménages ne serait pas un facteur de hausse des prix des produits manufacturés, dans la mesure où les capacités productives restent peu sollicitées. La progression des prix des produits manufacturés serait de plus limitée par la poursuite des promotions dans l'automobile. Par ailleurs, les augmentations salariales resteraient modérées et n'induiraient pas de fortes hausses de prix dans les services du secteur privé. Enfin, les prix des produits énergétiques augmenteraient plus en glissement annuel qu'il n'avait été prévu. Mais leur profil serait assez différent de ce qui était attendu, puisqu'après avoir très fortement augmenté à la fin du second semestre de 1996, ils évolueraient peu au premier semestre de 1997. L'inflation sous-jacente accélérerait et s'établirait en milieu d'année à 1,4%.

PRIX A LA CONSOMMATION
variation de l'indice d'ensemble et inflation sous-jacente*
glissement annuel en %



** var. de l'indice hors tarifs publics et produits à prix volatils, corrigé des mesures fiscales, CVS*
prévision au-delà du pointillé

Forte hausse des produits énergétiques en 1996

L'accélération des prix des produits énergétiques est liée à celle des prix des produits pétroliers, dont le glissement annuel est passé de 4,9% à 10,9% entre fin 1995 et fin 1996. Cette progression a concerné aussi bien le fioul domestique que les essences. Elle s'explique par les effets cumulés de la progression des cours du pétrole brut et du relèvement de la Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers (TIPP) en début d'année (impact de 0,12 sur l'indice des prix d'ensemble). Au premier semestre de 1997, le glissement annuel des prix des produits pétroliers ralentirait de 10,9% fin 1996 à 6,0% en juin 1997. Le relèvement de la TIPP en début d'année est moins important qu'en 1996 (impact de 0,06 point sur l'indice d'ensemble). En revanche, les prix du pétrole importé par la France augmenteraient, l'effet de la baisse du cours du pétrole brut ne suffisant pas à compenser entièrement celui de la hausse du dollar. Mais, après des hausses plus fortes que prévu fin 1996 (+5,4% en glissement semestriel au second semestre), liées à de sensibles augmentations des marges des raffineurs et, surtout, des distributeurs en novembre et décembre, les prix des produits pétroliers augmenteraient très légèrement au premier semestre, sous l'hypothèse d'un retour progressif des marges à des niveaux moyens.

Les prix des autres produits énergétiques se sont peu accrus au cours de l'année 1996. En particulier, les tarifs de l'électricité sont restés quasiment stables. Ils seraient orientés à la baisse en 1997 : EDF annonce une baisse globale de ses tarifs au deuxième trimestre (plus de 3% sur les tarifs payés par les ménages). Parallèlement, les prix du gaz subiraient une hausse comparable à celle enregistrée en novembre 1996.

Au total, le glissement annuel des prix des produits énergétiques ralentirait, de 6,6% en décembre 1996 à 3,1% en juin 1997.

Stabilité en tendance des produits alimentaires en 1996

Entre fin 1995 et fin 1996, le glissement des prix des produits frais a été marqué par des mouvements de grande amplitude qui ont affecté significativement les variations infra-annuelles de l'indice d'ensemble. Des conditions climatiques particulièrement favorables de juin à août ont entraîné de fortes baisses de prix. A contrario, des vagues de froid ont fortement accru, en début et en fin d'année, les prix des produits frais, en particulier des légumes et des produits de la pêche. Les hausses de prix ont été accentuées, en fin d'année, par des problèmes d'acheminement liés à la grève des routiers.

En 1996, la baisse des cours des denrées tropicales - essentiellement celle du café - s'est traduite par une diminution de 5,0% du glissement annuel du prix du poste «café, thé, cacao». En sens inverse, la hausse des cours du soja s'est répercutée sur le prix des huiles et des graisses (+2,0% sur l'année). Au début de l'année 1997, des mouvements à la hausse des prix, tenant probablement aux nouvelles règles de facturation mises en place en janvier, ont affecté certains produits dans la grande distribution.

Les prix des viandes et du poisson ont subi des évolutions contrastées, en liaison avec la crise de la «vache folle». Ainsi, le prix relatif des viandes de boucherie a diminué : il ne s'est accru que de 0,9%, entre fin 1995 et fin 1996, alors que les autres types de viande ont vu leur prix augmenter de près de 4% et les poissons de plus de 5%. L'année 1997 pourrait enregistrer, dans le secteur des viandes, une stabilisation globale des prix et un certain rééquilibrage.

Au total, à la fin du premier semestre de 1997, malgré la flambée des prix des légumes frais et des produits de la pêche enregistrée au mois de janvier, le glissement annuel des produits alimentaires devrait s'établir, sous l'hypothèse de conditions climatiques moyennes, à 1,5% (contre 1,3% fin 1996).

Décélération pour les produits manufacturés, liée aux baisses dans l'automobile

Alors que le glissement annuel des prix de l'habillement et des chaussures a été stable entre la fin 1995 et la fin 1996 (+0,9%), le glissement annuel des prix des autres produits manufacturés a fortement décéléré entre ces deux périodes (+0,3 % fin 1996 contre +1,3% fin 1995). Cette évolution est essentiellement liée à la diminution des prix des automobiles, la hausse consécutive à la fin de la prime «qualité» de l'État le 30 septembre ayant été plus que compensée par de nouvelles promotions à la fin de l'année (le glissement annuel des prix pour les automobiles est de -1,2% fin 1996 contre +0,7% fin 1995). La décélération résulte égale-

LES PRIX A LA CONSOMMATION

(Évolution en %)

Groupes de produits (et pondérations 1996)	Glissements semestriels (1)					Glissements annuels (1)			Moyennes annuelles		
	1995		1996		1997	1994	1995	1996	1994	1995	1996
	1er S.	2nd S.	1er S.	2nd S.	1er S.						
Alimentation (20,2 %)	1,8	-0,3	1,5	-0,2	1,7	1,0	1,5	1,3	0,9	1,2	1,2
Produits manufacturés du secteur privé (33,1 %)	0,3	0,9	0,7	-0,3	0,7	0,3	1,2	0,5	0,5	0,8	1,0
Services du secteur privé (19,8 %)	1,4	1,7	1,5	0,4	1,6	2,5	3,1	1,9	2,8	2,7	2,7
Énergie (8,3 %)	1,9	1,6	3,0	3,5	-0,4	-0,2	3,6	6,6	1,6	1,9	5,1
Autres tarifs publics (6,6 %) (2)	0,7	1,8	1,8	0,2	2,7	6,4	2,5	2,0	5,6	3,3	2,7
Loyers-eau (6,6 %)	1,7	1,4	1,5	0,7	1,5	3,8	3,2	2,2	4,0	3,2	2,8
Santé (5,6 %)	1,9	0,3	0,8	0,3	0,3	2,8	2,2	1,1	1,5	3,2	1,2
ENSEMBLE (100 %)	**1,2**	**0,9**	**1,4**	**0,3**	**1,2**	**1,6**	**2,1**	**1,7**	**1,7**	**1,7**	**2,0**
Ensemble hors énergie (91,8 %)	**1,1**	**0,9**	**1,2**	**0,0**	**1,4**	**1,7**	**2,0**	**1,2**	**1,7**	**1,8**	**1,7**
Ensemble hors tabac (98,1 %)	**1,2**	**0,8**	**1,3**	**0,3**	**1,1**	**1,3**	**2,0**	**1,5**	**1,4**	**1,7**	**1,9**
Inflation sous-jacente (3)	**0,4**	**0,3**	**0,8**	**0,3**	**1,1**	**1,3**	**0,7**	**1,1**			

Prévision

(1) Les glissements semestriels ou annuels sont ici des glissements en termes mensuels (c'est-à-dire, pour les glissements annuels, de décembre de l'année indiquée à décembre de l'année précédente).

(2) Les «autres tarifs publics» comprennent essentiellement les services des postes et télécommunications, les services publics de transport (maritimes, ferroviaires et routiers) et les transports aériens.

(3) Ensemble hors tarifs publics et produits volatils, corrigé des mesures fiscales, CVS. Les mesures fiscales recouvrent principalement les variations de taux de TVA, la majoration des droits sur les alcools et les différentes mesures concernant les véhicules (Cf. Informations Rapides n° 179 du 27 juin 1996)

ment du ralentissement de la hausse des prix des autres accessoires et pièces de rechange, de la baisse des prix des pneumatiques (le cours du caoutchouc ayant fortement diminué en 1996) et de l'accélération de la baisse tendancielle observée sur les prix des radios et des télévisions (-6,1% sur l'année).

Au premier semestre de 1997, malgré la mise en place des nouveaux tarifs, les prix de l'automobile devraient continuer à baisser, sous l'impulsion de nouvelles promotions visant à limiter les effets dépressifs dus à la fin de la «prime qualité». En revanche, les soldes d'été ne démarrant, cette année, qu'à la fin du mois de juin, les prix de l'habillement-chaussures seraient plus soutenus en fin de semestre qu'à l'accoutumée. Enfin, le prix de certains produits manufacturés devrait être sensible à la hausse du dollar du début d'année. Au total, en juin 1997, le glissement annuel des prix des produits manufacturés se stabiliserait à 0,5%.

Ralentissement des prix des services

En 1996, les prix des services du secteur privé ont décéléré : 1,9% fin 1996 contre 3,1% fin 1995. Ce ralentissement résulte d'un accroissement de la concurrence dans certains secteurs avec le développement de chaînes de prestataires de service (réparation de véhicules privés, cafés et restaurants, hôtels, salons de coiffure et instituts de beauté), mais également de la fin des effets différés du relèvement de la TVA. L'augmentation de la concurrence a particulièrement pesé sur le secteur de la réparation des véhicules privés, dont le ralentissement des prix est responsable de près du quart de celui enregistré sur les prix des services du secteur privé.

Les prix des services du secteur privé devraient se stabiliser, au premier semestre de 1997, les évolutions salariales demeurant modérées. Le glissement annuel des prix s'élèverait à 2,0% en juin 1997, après 1,9% fin 1996.

De faibles hausses au moment des renouvellements de bail ont favorisé le ralentissement global des loyers (le glissement annuel est passé de 2,5% à 1,7% entre fin 1995 et fin 1996). En revanche, le glissement annuel des prix de l'eau et du chauffage urbain se maintient toujours à un niveau élevé (5,6% fin 1996 contre 6,3% fin 1995). Globalement, le glissement annuel des loyers et des prix de l'eau a ralenti de 3,2% à 2,2% de 1995 à 1996. En juin 1997, le glissement des loyers et des prix de l'eau se stabiliserait, l'accélération des loyers, consécutive à l'augmentation, au cours des trois premiers trimestres de l'année 1996, de l'indice du coût de la construction (+0,74%, +0,76% et +0,81%) étant compensée par la modération de l'évolution du prix de l'eau et du chauffage urbain.

En 1996, les prix des services de santé ont été modérés, dans le cadre du plan de réduction du déficit des comptes sociaux. Ils n'ont progressé que de 1,1% en 1996, contre 2,2% en 1995. L'encadrement strict des dépenses devrait se prolonger en 1997. Le glissement annuel des prix des services de santé décélérerait jusqu'à 0,5% en juin 1997.

Les prix des services de télécommunications ont baissé en 1996 (-4,1%) et n'augmenteraient pratiquement pas au premier semestre, sous la pression de la libéralisation de ce secteur. Cette pression est forte également dans les transports aériens (où la libéralisation totale au sein de l'Union européenne est prévue pour le 1er avril). La baisse des prix devrait s'y prolonger au premier semestre. Par ailleurs, la nouvelle politique commerciale de la SNCF (politique axée sur la conquête de nouvelles clientèles avec des promotions spécifiques) devrait entraîner des hausses de prix moins importantes en 1997 qu'en 1996.

En 1996, la hausse du prix du tabac a été plus importante qu'en 1995 (+7,1% contre +6,0% en 1995). Le premier semestre de 1997 subirait à la fois les effets différés de la hausse du prix du tabac du 20 décembre et ceux de la nouvelle hausse du deuxième trimestre, de sorte que le glissement annuel du prix du tabac s'établirait à 9,8% en juin 1997.■

Impact mécanique d'une hausse du dollar

En supposant qu'à tous les stades l'augmentation des coûts est intégralement répercutée sur les prix de vente*, une **hausse de 10% du dollar** se traduirait, mécaniquement, par une **augmentation d'environ 0,3% de l'indice des prix** à la consommation. La majeure partie de cette augmentation proviendrait des produits pétroliers directement consommés par les ménages (essence, gazole, fioul domestique), pour lesquels la hausse des prix atteindrait 4,4% (contribution de 0,23 point à l'augmentation globale). A cela s'ajouterait un effet, indirect, de ce renchérissement des produits pétroliers sur le prix des services de transport (+1,1% ; contribution de 0,02 point) ainsi que sur les tarifs du gaz naturel (+1,6% ; contribution de 0,01 point). Par ailleurs, compte tenu de leur contenu direct comme indirect en importations, les prix des produits alimentaires et manufacturés progresseraient également, mais très faiblement (+0,1% chacun), contribuant pour à peine 0,07 point à la hausse de l'indice d'ensemble.

Cette évaluation, nécessairement approximative, est confirmée par celle qui résulte de l'utilisation d'un modèle macro-économique (cf. encadré p.15).

* Les marges des producteurs comme des distributeurs restant donc inchangées.

Les prix qui baissent

L'inflation a été très faible en 1996 (1,7%), niveau le plus bas depuis 1956 (à l'exception de 1994, où elle avait atteint 1,6%). Même dans les services, des prix ont baissé, davantage d'ailleurs à cause de l'intensification de la concurrence que du progrès technique : télécommunications (-4,1%) ; transports aériens (-2,2%).

En dépit de cela, il a été beaucoup affirmé que la mesure que donne l'indice des prix à la consommation était nettement surestimée. Au delà des problèmes techniques soulevés à l'occasion du débat en cours aux États-Unis autour du rapport Boskin (ces questions feront prochainement l'objet d'un article dans «Économie et Statistique»), l'impression d'un décalage entre un indice des prix toujours croissant et la réalité vécue par les entreprises tient sans doute à deux phénomènes.

Les prix de la production ont baissé

Beaucoup de critiques sur la surestimation des prix sont venues de chefs d'entreprises dont les prix baissaient. Il s'agissait, dans la plupart des cas, de prix de production. Ainsi, les prix de la production ont baissé en 1996 pour les produits manufacturés (-0,9% en moyenne et -1,7% en glissement) et pour les produits alimentaires (-1% en moyenne et -1,6% en glissement). Le mouvement est particulièrement marqué pour les biens intermédiaires. Selon l'indice des prix de vente industriels, ils ont baissé de 2,8% sur l'année en glissement et de 4,4% depuis la pointe d'août 1995 - ils avaient augmenté de 7,7% entre décembre 1993 et août 1995.

Sur le moyen-long terme, il est naturel que les prix de production des produits manufacturés évoluent moins vite que l'indice des prix à la consommation : les gains de productivité liés au progrès technique sont en moyenne structurellement plus forts dans l'industrie que dans les services. En inflation nulle, ces prix devraient même baisser tendanciellement.

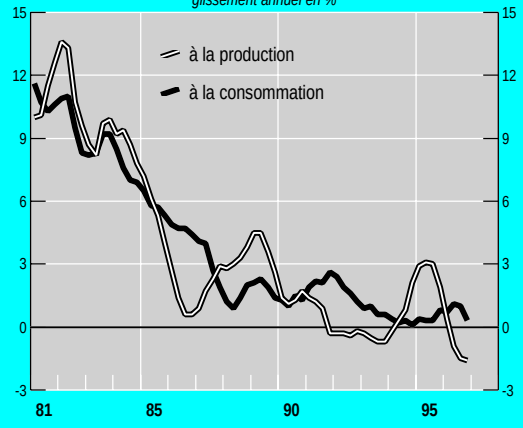
Par ailleurs, un grand nombre des produits manufacturés qui contribuent fortement à la baisse des prix de la production (biens intermédiaires) ne font pas partie des biens consommés par les ménages. Leurs prix comportent en général une forte composante cyclique liée à l'évolution de la conjoncture (*cf. graphique 1*), d'autant plus importante qu'elle prend en compte l'évolution des prix de production des biens les plus en amont de la production (biens intermédiaires, notamment). En basse conjoncture, ces prix s'écartent ainsi, vers le bas, d'une tendance de long terme elle-même plus basse que celle des prix de la consommation (il s'agit d'un phénomène largement international). De plus, le caractère lui-même cyclique des remises négociées, prises en compte dans l'indice des prix de vente industriels, vient renforcer l'écart entre prix de la production et prix de la consommation.

Les évolutions des prix à la consommation sont contrastées

L'indice des prix est une moyenne qui intègre les prix à la consommation des produits manufacturés, mais ceux-ci ne représentent qu'un tiers des dépenses des ménages. L'indice reflète également l'évolution des prix des services du secteur privé (dont les glissements annuels sont plus importants que ceux des produits manufacturés (*cf. graphique 2*)), de l'alimentation, de l'énergie, des autres tarifs publics, des loyers, de l'eau et de la santé.

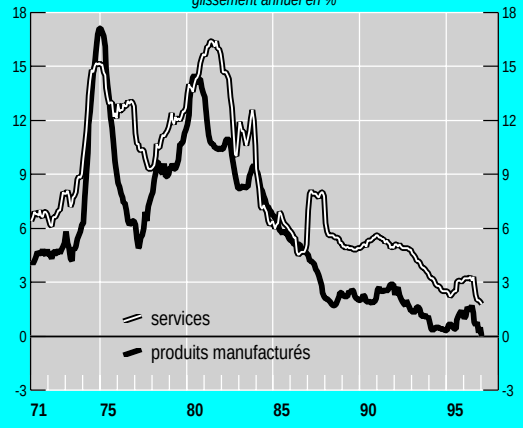
Globalement, les prix à la consommation des produits manufacturés ont très faiblement progressé (+0,5% en glissement annuel). Les prix de certains d'entre eux ont même baissé en 1996 : ceux des automobiles ont par exemple diminué de 1,2%, ceux des pneumatiques de 3,7% et ceux des appareils de radiotélévision de 6,1%. Mais les prix d'autres produits manufacturés ont, au contraire, augmenté : les prix des livres ont, par exemple, progressé de 1,9%. Par ailleurs, l'inflation tient compte des prix des produits pétroliers, non inclus dans le calcul de l'inflation sous-jacente (+10,9%). L'inflation sous-jacente est finalement à un très bas niveau (+1,1%).

PRIX DES PRODUITS MANUFACTURES
glissement annuel en %



❶

PRIX A LA CONSOMMATION
(produits manufacturés et services du secteur privé)
glissement annuel en %



❷